

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités  
Locales et de  
l'Environnement

Bureau des Installations  
Classées

DR/AG

## ARRETE

n° **001138** du **27 AVR. 2000** portant  
exécution de travaux d'office de surveillance de la qualité des eaux  
souterraines s'écoulant sous le dépôt de déchets de lindane au droit de  
l'ancienne usine PCUK à HUNINGUE

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 23 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 961064 du 20 juin 1996 et notamment son article 4 qui impose à la Société PCUK de proposer à l'inspection des Installations Classées la réalisation d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines s'écoulant sous le dépôt de déchets de lindane situé à l'endroit actuellement occupé par le parking Sandoz et la station d'épuration d'eaux industrielles (STEIH) à Huningue et de mesurer au moins une fois par an, la teneur en lindane, chlorure, sulfates et composés azotés de ces eaux ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 000147 du 20 janvier 2000 portant mise en demeure à la Société PCUK, représentée par son liquidateur judiciaire Maître OUIZILLE, de mettre en place un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines au niveau de son ancien site d'exploitation de Huningue et de réaliser une fois par an un contrôle de la qualité de ces eaux en déterminant les teneurs des différents isomères du HCH (hexachlorocyclohexane), la teneur en HCH total et celles en chlorures, sulfates et composés azotés ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 mars 2000 ;
- CONSIDÉRANT la lettre en réponse du 28 janvier 2000 de Me OUIZILLE qui déclare ne pouvoir faire face à cette demande ;



Bicentenaire du CORPS PREFECTORAL

**CONSIDÉRANT** les résultats d'analyses effectuées sur des prélèvements d'eau réalisés dans la nappe souterraine, en aval du site susvisé, dans les piézomètres n° 1, 2 et 3 des Etablissements CIBA Spécialités Chimiques qui font apparaître des concentrations en lindane supérieures aux valeurs acceptées pour l'eau potable (maximum acceptable : 0,1 µg/l)

- Prélèvements réalisés le 26 août 1999 :
  - piézomètre n° 1 : 2,99 µg/l en HCH total
  - piézomètre n° 2 : 0,3 µg/l en HCH total
  - piézomètre n° 3 : 0,4 µg/l en HCH total ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est urgent de contrôler la qualité des eaux souterraines en aval du site susvisé afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de contaminer des puits de captage d'eau potable ;

**CONSIDÉRANT** la circulaire du Ministre de l'Environnement en date du 7 juin 1996 relative à la procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation des sites pollués ;

**CONSIDÉRANT** la lettre ministérielle du 9 novembre 1999 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais de l'exploitant, la réalisation des travaux et des contrôles précités sur une période de deux ans ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

## **ARRETE**

### **Article 1er**

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables, à l'exécution des travaux suivants :

- définir, en accord avec l'inspecteur des Installations Classées, un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines en aval de l'ancienne usine exploitée par la Société PCUK sur la commune de Huningue (utilisation des piézomètres existants si possible et installation de nouveaux piézomètres si nécessaire),
- réaliser une campagne d'analyses des eaux prélevées dans ces piézomètres, renouvelée à l'échéance d'un an, permettant de déterminer les concentrations des différents isomères du HCH (hexachlorocyclohexane) et de HCH total ainsi que les concentrations en chlorures, sulfates et composés azotés ;

### **Article 2**

L'ADEME est chargée d'exécuter ou de faire exécuter les évaluations et les travaux édictés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

### Article 3

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, l'Inspection des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à M. le Directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), 34 avenue André Malraux 57000 METZ,
- au liquidateur judiciaire de la Société PCUK, Me OUIZILLE, 51 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre,
- à M. le Directeur de la Société CLARIANT de Huningue, avenue de Bâle, B.P. 29, 68330 Huningue, propriétaire des parcelles anciennement occupées par l'usine PCUK précitée.

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Maire de Huningue.

Fait à COLMAR, le 27 AVR 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD



Pour ampliation  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
L'Adjoint au Chef de Bureau

  
Dominique REYNAUD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.